

Sida: Pourquoi les affiches d'une campagne de sensibilisation dérangent

POLEMIQUE La décision de plusieurs municipalités de droite de faire retirer des affiches d'une campagne de prévention du sida montrant des homosexuels a suscité mardi une polémique, poussant la ministre de la Santé à saisir la justice administrative...

Une micropolémique qui s'enflamme en pleine [campagne électorale](#) ? Depuis plusieurs jours, [associations catholiques et maires de droites s'en prennent avec virulence sur Internet et dans la rue aux affiches de la campagne de prévention contre le VIH](#) lancée par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Au cœur de leurs critiques : des visuels qui montrent des couples d'hommes et des messages tels que « Aimer, s'éclater, s'oublier. Les situations varient. Les modes de protection aussi ».

Une dizaine de demandes de retrait

Une dizaine de villes sur les 130 où la campagne est diffusée ont écrit à JCDecaux, qui assure l'affichage public, pour demander le retrait des affiches, a indiqué à l'AFP une source proche de la société. Contractuellement, l'entreprise est obligée d'obtempérer dès lors qu'elle reçoit une demande écrite d'une municipalité.

Après avoir été alerté au cours du week-end par des parents inquiets, le maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Bruno Beschizza (LR), a ainsi demandé le retrait de ces affichages et pris un arrêté en ce sens.

Pour ce soutien de François Fillon au second tour de la primaire de la droite face à Alain Juppé, ces affiches sont « contraires aux bonnes mœurs et à la moralité » et « portent atteinte à la dignité au risque de heurter la sensibilité de l'enfance et de la jeunesse ».

Plaintes d'habitants

En vertu de l'arrêté, ces affiches diffusées notamment sur les abribus « devront être retirées ou masquées ».

« On est sur une campagne qui n'est pas tous publics », a expliqué à l'AFP Bruno Beschizza, critiquant l'association des messages et des images et assurant qu'il aurait pris le même arrêté si les affiches avaient mis en avant des couples hétérosexuels.

Cette décision intervient au lendemain de celle du maire LR d'Angers, de faire retirer les mêmes affiches placardées dans 70 emplacements de la ville depuis le 16 novembre.

Interrogé par l'AFP, le maire de la préfecture du Maine-et-Loire, Christophe Béchu, soutien d'Alain Juppé, a confirmé avoir demandé le retrait des affiches mais « uniquement aux abords des écoles [primaires] et sur le parcours des bus scolaires » pour « protéger les enfants ».

La décision a été prise « à l'unanimité par le bureau municipal [le maire et ses adjoints] lundi matin », à la suite de plusieurs dizaines de plaintes d'habitants, a-t-il ajouté.

Poursuite contre la « censure de la campagne »

En réaction, la ministre des Affaires sociales et de la Santé Marisol Touraine a annoncé mardi sur Twitter « saisir la justice » administrative « après la censure par certains maires de la campagne de prévention du VIH ».

« 30 000 personnes vivent avec le sida sans le savoir, il y a 7 000 nouveaux cas de sida chaque année (...) La prévention est nécessaire », a expliqué la ministre dans les couloirs de l'Assemblée nationale. « Attention à ne pas répondre par des considérations d'ordre moral d'un autre temps. Il y a quelques élus qui s'engagent sur ce terrain », même si « la grande majorité est sur une ligne de responsabilité », a-t-elle plaidé.

Le président PS du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, a lui condamné dans un tweet une « droite [qui] pense que l'homosexualité est une maladie dont il faut protéger les enfants. #pathétique. L'homophobie tue !#loveislove ». Tout comme le Premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, pour qui « la droite s'y croit déjà ».

En réponse au maire d'Angers qui a justifié sa décision par la volonté de « protéger les enfants les plus jeunes des visuels et des messages » dont « le contenu et la forme (...) peuvent être ressentis comme provocants », le président du Centre lesbien, gay, bi et trans d'Angers, Bernard Moreau, a estimé que ce qui est visé dans cette décision, « c'est le couple homosexuel ».

« Cette campagne est beaucoup moins suggestive que certaines campagnes publicitaires », a-t-il estimé. Pour Bernard Moreau, c'est le résultat de « l'influence de la Manif pour tous et de Sens commun », son émanation au sein des Républicains, dont viennent deux adjoints du maire d'Angers. Selon lui, « on entre dans une campagne électorale et certaines pressions se font sentir ».

Fillon et Juppé se positionnent

A quelques jours du second tour de la primaire à droite, les deux candidats LR Alain Juppé et François Fillon ont tenté de prendre de la hauteur (et de la distance) par rapport au débat.

Soutenu par [Sens Commun, émanation politique de la Manif pour tous](#), en pointe dans le combat contre ces affiches, François Fillon a estimé mardi soir qu'il n'était « pas sûr que la campagne soit d'une extrême habileté, je comprends que des maires puissent être choqués. » Mais « ce qui compte pour ma part, c'est la lutte contre le sida », a ajouté le favori de la primaire de la droite.

Du côté d'Alain Juppé, la position est plus tranchée : « Je n'aurais pas pris d'arrêté d'interdiction. Le sida est malheureusement une maladie d'une extrême gravité qui n'est pas complètement jugulée, il faut donc sensibiliser la population à la nécessité de se protéger », a-t-il indiqué ce mercredi. « Il y a des affiches qui peuvent heurter, je le conçois parfaitement. J'ai vu d'autres affiches dans la campagne contre le cancer du sein qui pouvaient choquer aussi, je les ai pourtant affichées dans la cour de la mairie de Bordeaux », a poursuivi le maire de Bordeaux.

Sida : la puberté, moment le plus à risque

Dans son rapport annuel, l'Onusida se félicite du nombre de personnes mises sous traitement, mais l'organisme s'inquiète des dangers de la contamination, liés à l'âge de la personne.

Des chiffres en guise de promesses. Tous les ans, quelques jours avant le 1^{er} décembre, journée mondiale contre le sida, l'Onusida dresse un bilan épidémiologique sur le front du VIH, qui permet de hiérarchiser les priorités. Depuis deux ans, on assiste à un drôle de jeu d'équilibriste. Avec, d'un côté, une accélération des personnes mises sous traitements dans le monde. Et, de l'autre, une inquiétante stabilisation à un haut niveau du nombre de nouvelles contaminations. Comme si les efforts d'un côté étaient aussitôt réduits par l'autre.

«Les risques ne sont pas les mêmes»

«Les données sur le nombre de personne sous traitements sont spectaculaires, confie Michel Sidibé, qui préside l'Onusida. Avec 18,2 millions de personnes sous traitements, on assiste à une accélération que beaucoup n'auraient pas imaginée. Plusieurs pays passent désormais à la vitesse supérieure, et par exemple, ces derniers mois, ce sont encore plus d'un million de personnes qui sont traitées.» Et d'ajouter : *«Les leaders mondiaux ont adopté le projet d'une accélération de la riposte mondiale pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour 2020. C'est-à-dire arriver à moins de 500 000 morts par an, à moins de 500 000 nouvelles infections, et diminuer fortement toutes formes de stigmatisation et de discrimination.»*

Or, dans les faits, on constate toujours que plus de 2 millions de personnes se contaminent par an. Cela reste énorme et rend problématique toute éradication de l'épidémie. Pourquoi donc cet échec ? N'y a-t-il pas assez d'argent mis dans la prévention ? Ou bien les politiques de prévention sont-elles mal conçues ? C'est pour tenter d'y répondre que, dans son dernier rapport, l'Onusida essaye d'inscrire son analyse autour de la notion de cycle de vie. Avec un constat que décrit Michel Sidibé : *«Nous ne sommes pas vulnérables au VIH de la même façon quand on est enfant, adolescent, ou adulte, voire vieil adulte. Les risques ne sont pas les mêmes. Cela dépend aussi du sexe, du pays voire de la région où vous habitez, c'est cela que l'on a voulu mettre au grand jour pour essayer de comprendre pourquoi ce haut niveau de contamination.»*

L'adolescence

Et d'abord une confirmation : *«Lors de l'adolescence, note Michel Sidibé, en particulier dans les pays très affectés par le VIH, comme l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Sud, le risque est considérablement plus élevé chez les jeunes filles. La puberté est le moment le plus dangereux, en particulier pour les filles. Ce qui veut dire que l'école doit être le lieu privilégié pour la protéger, pour des mesures d'éducation sexuelle.»* Et Michel Sidibé s'inquiète : *«En Afrique subsaharienne, les politiques de prévention ne marchent pas. Rendez vous compte, en Afrique Australe, les nouvelles infections entre 15 et 19 ans représentent 90% des nouvelles infections en Afrique australe, et ce sont surtout des filles.»* Selon le

rapport d'Onusida, 7.500 jeunes filles ont été infectées chaque semaine en 2015 dans le monde.

En plus, ce groupe d'âge cumule les difficultés ; il n'a pas accès au dépistage, ou de façon non systématique. Des données sur 19 pays montrent qu'entre 15 et 19 ans seulement 50% ont eu un dépistage et reçu leurs résultats. Beaucoup vivent avec le virus sans connaître leur statut. Et de ce fait, n'ont pas accès aux traitements.

L'âge adulte

Ensuite ? Avec la vie qui progresse vers l'âge adulte, ce sont globalement les hommes qui vont être les plus infectés. Entre 15 et 19 ans, ils représentent 35% des nouvelles contaminations, et ce taux va passer à 63% pour les personnes âgées entre 40 et 44 ans. Et cela y compris dans les pays d'Afrique, où 54% des nouvelles infections entre 30 et 34 ans en 2015 touchent des hommes.

Ces personnes vieillissent et vont vivre des années avec le virus. Un grand changement à venir. Il y aura en effet en 2020 plus de 8,5 millions de personnes de plus de 50 ans vivant avec le virus. Si les traitements marchent remarquablement bien, il n'en reste pas moins que *«les personnes âgées ont cinq fois plus de risque de développer d'autres maladies, en particulier cardiovasculaires»*, selon l'Onusida. Cette évolution, manifeste depuis dix ans dans les pays du nord, s'entrevoit désormais dans les pays du sud. *«Avec ces co-morbidités, le coût de la prise en charge globale va devenir très élevé»*, lâche Michel Sidibé.

L'enfance

C'est une bonne nouvelle ! En cinq ans, le nombre d'enfants mis sous traitement a doublé. Et leur nombre diminue. Pour autant, selon l'Onusida, les voies de transmission changent. La prévention du passage du virus de la mère à l'enfant a augmenté fortement, de 50 à 77%. Et de ce fait, on note qu'aujourd'hui le moment qui tend à devenir le plus à risque est autour de la phase d'allaitement. Sur les 150 000 nouvelles infections chez l'enfant, 75 000 ont lieu pendant l'allaitement. *«C'est là que l'on doit faire de nouveaux efforts»*, insiste Michel Sidibé.